

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société Carrières et Matériaux Sud-Est (CMSE)  
de respecter les prescriptions applicables à l'exploitation de son établissement  
situé sur la commune de LOYETTES**

**La préfète de l'Ain,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.511-1 et L.514-5 ;
- VU le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 relatif aux délais et voies de recours ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 juin 2003 autorisant la société CMSE, dont le siège social est situé 855, rue René Descartes – 13100 AIX-EN-PROVENCE, à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de LOYETTES ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2021 prorogeant la durée d'autorisation environnementale et modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière exploitée par la société CMSE sur le territoire de la commune de LOYETTES ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 26 octobre 2023, établis suite à une visite effectuée le 24 octobre 2023 sur le site exploité par la société CMSE à LOYETTES ;
- VU le courrier de l'inspection des installations classées du 26 octobre 2023 transmettant à la société CMSE le rapport d'inspection établi suite à la visite du 24 octobre 2023 et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;
- VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, annexé au rapport, porté à la connaissance de l'exploitant, la société CMSE, et valant contradictoire ;
- VU le courrier de la société CMSE en date du 22 novembre 2023, exprimant ses remarques sur le rapport d'inspection et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;
- CONSIDÉRANT que la société CMSE est autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2021 à accueillir des déchets exclusivement inertes pour la remise en état de son site de LOYETTES ;
- CONSIDÉRANT que seuls trois types de déchets inertes sont autorisés en remblais par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2021, à savoir :
- 17 01 07 : Mélange béton, briques, tuiles et céramiques ne contenant pas de substance dangereuse,
  - 17 05 04 : Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse,
  - 20 02 02 : Terres et pierres.

- CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite d'inspection du 24 octobre 2023, que des déchets non inertes ont été admis dans la carrière à destination de remblaiement ;
- CONSIDÉRANT que la société CMSE a accepté et mis en remblais des déchets non inertes et donc non conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2021 ;
- CONSIDÉRANT que la société CMSE n'a donc pas respecté les conditions d'admission des déchets inertes prescrites dans son arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2021 ;
- CONSIDÉRANT que l'accueil de déchets non inertes et leur mise en remblais sur la carrière de Loyettes peut nuire à la qualité environnementale de la remise en état du site ;
- CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8.I du code de l'environnement susvisé, de mettre en demeure la société CMSE de satisfaire aux prescriptions applicables, en vertu du code de l'environnement, aux installations qu'elle exploite ;
- SUR proposition de madame la Secrétaire Générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Mise en demeure de respecter les conditions d'admission des déchets**

La société CMSE, dont le siège social est situé 855, rue René Descartes à AIX EN PROVENCE (13100), est mise en demeure de respecter, sous un délai maximal de un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2021 susvisé concernant l'admission et la gestion des déchets inertes pour le remblaiement dans le cadre de la remise en état de sa carrière située à LOYETTES.

En ce sens, la société CMSE doit :

- recevoir exclusivement des déchets admissibles pour le remblayage ;
- faire évacuer le lot de 2 500 m<sup>3</sup> qui ne respecte pas les critères d'admission ;
- assurer le nettoyage de la zone de remblais définitive – retrait des déchets non admis.

La société CMSE doit présenter tous les documents démontrant que les déchets non admissibles ont été évacués.

### **Article 2 – Délais**

Le délai indiqué s'entend à compter de la notification du présent acte.

À l'échéance du délais, l'exploitant justifie à la préfète et à l'inspection des installations classées du respect des prescriptions précitées.

### **Article 3 – Frais**

Les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 4 – Sanctions**

Indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées et conformément aux dispositions de l'article L.171-8.II du code de l'environnement, si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, il pourra être fait application du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 5 – Recours**

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Lyon, par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

#### **Article 6 – Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de LOYETTES pendant une durée d'un mois.

Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à la disposition du public.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, à la préfète.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 7 – Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- monsieur le sous-préfet de BELLEY ;
- monsieur le maire de la commune de LOYETTES ;
- monsieur le chef de l'Unité Départementale de l'Ain – direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

Fait à Bourg-en-Bresse, le

**21 DEC. 2023**

Le préfète,  
Pour la préfète,  
La secrétaire générale,

  
Virginie GUERIN-ROBINET

